SOCIÉTÉ CIVILE

L'indispensable organisation

«La vie politique nationale ne peut être l'affaire d'un roi, d'une dynastie, d'une tribu ou de chefs cooptés par des élites autoproclamées, mais l'affaire de tous.»

M. Harbi

Par Hamid Oussedik

Une définition complexe

En Algérie comme dans le reste du monde, il convient de préciser qu'il est difficile de donner une définition stricte de la société civile, tant ses frontières sont mouvantes et incertaines. L'Unesco entend par société civile «l'auto-organisation de la société en dehors du cadre étatique ou du cadre commercial, c'est-à-dire un ensemble d'organisations ou de groupes constitués de façon plus ou moins formelle et qui n'appartiennent ni à la sphère gouvernementale ni à la sphère commerciale». Elle est «le domaine de la vie sociale civile organisée qui est volontaire, largement autosuffisant et autonome de l'État». C'est le corps social, par opposition à la classe politique. De façon générale, la société civile est un ensemble du corps social qui s'inscrit principalement dans la démocratie participative et influe, en marge des États, sur les décisions politiques et économiques. Elle agit, principalement, comme une sorte de contre-pouvoir et regroupe un ensemble hétérogène d'entités : autorités locales, organisations syndicales et patronales, ONG, associations professionnelles, instituts de recherche, universités, groupements communautaires, communautés religieuses, organisations caritatives, et fondations privées. La société civile est devenue, à l'exception des Etats autoritaires, une composante incontournable du dialogue politique, économique, social et culturel. Son influence, tant sur les États que sur l'opinion publique, est perceptible à tous les niveaux. Affranchies des codes traditionnellement reconnus, ces nouvelles formes de démocratie participative, même si elles ont été élaborées au-delà du cadre étatique national et international, ne sont pas un obstacle, mais plutôt la promesse d'un fructueux partenariat.

À partir des années 1980-1990. Les ONG se professionnalisent et affinent leur expertise dans nombre de domaines. Leurs actions s'inscrivent davantage dans la recherche de durabilité et dans une volonté de travailler plus en harmonie avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales. Elles deviennent ainsi des interlocuteurs qualifiés dont l'expertise compte véritablement au moment de la prise de décision politique. Cette tendance se confirme et se développe jusqu'à aujourd'hui.

Pour le professeur George Contogeorgis : «La cause fondamentale du problème actuel réside dans le fait que le système politique de la modernité n'est ni démocratique ni représentatif. Le personnel politique possède en indivis la qualité à la fois de mandant et de mandataire, tandis que la société des citoyens est confinée dans la sphère privée. Véhiculées par ce système politique et par son inévitable dégénérescence en partitocratie dynastique, les forces qui définissent l'ordre mondial ont réussi à contrôler l'État et à imposer leur domination politique sur la société des citoyens.»

Mondialisation et société civile

«La société civile est désormais d'une importance si vitale pour l'ONU que l'associer à ses travaux n'est plus simplement un choix mais une nécessité.» Rapport Cardoso. En créant un groupe de haut niveau (présidé par l'ancien président du Brésil Fernando Henrique Cardoso) chargé d'évaluer la coopération entre les Nations unies et la société civile, le secrétaire général de l'ONU a donné, en février 2003, un nouvel élan à la mise en place d'un partenariat mondial avec la société civile, un des objectifs du millénaire pour le développement. Le phénomène de mondialisation, avec ses enjeux sociaux, ses répercussions dans les domaines de l'économie, du commerce, de la sécurité, de la culture et de l'environnement consacre de plus en plus une gouvernance mondiale qui n'est plus du seul ressort des gouvernements. Les États se sont vu dessaisis d'un grand nombre de leurs privilèges au profit des organisations supranationales ou d'instances régionales aussi diverses que le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ou l'Union européenne. Dans un monde aux frontières perméables et aux modes de communication facilités par l'évolution rapide des technologies de l'information, la gouvernance mondiale a progressivement pris un nouveau visage.

En Algérie, les parlementaires sont censés représenter la base du pouvoir politique légitime et garantir les principes démocratiques au niveau national : des élections libres et justes, la liberté de la presse, le respect du droit et de la citoyenneté sans discrimination et, enfin, l'existence d'une société civile forte.

Les ONG sont devenues des partenaires essentiels des communautés locales, des gouvernements, et des organisations intergouvernementales. A titre d'exemple, au Brésil, on compte plus de 60 000 organismes de la société civile, rien qu'à Sao Paulo et Rio de Janeiro. On estime qu'il y a en Inde plus de 2 millions d'associations de citoyens. Il semble évident que les défis auxquels le monde est confronté ne peuvent plus être résolus par les seuls acteurs étatiques. Il importe de créer une synergie avec les nouveaux acteurs de la société civile, de mettre à profit leurs contributions, connaissances et expertises.

Cette tendance est liée au phénomène de la mondialisation, à la volonté des citoyens de participer à la direction des affaires du monde ainsi qu'à une reconnaissance de plus en plus importante de la nécessité d'impliquer les ONG, de la part des agences et programmes onusiens. Emblème de ces mouvements, le Forum social mondial, qui s'est réuni sous différentes formes depuis 2001, a permis de susciter une réflexion concernant la relation entre démocratie représentative et démocratie participative, et de s'interroger sur la place des acteurs de la société civile dans la gouvernance mondiale. Selon la Banque mondiale, 12% de l'aide a été distribuée par le biais des ONG en 1994, le montant s'élevant à 7 milliards de dollars en 1996. Actuellement, les ONG en Afrique gèrent près de 3,5 milliards de dollars de l'aide, alors qu'en 1990, elles en géraient moins de 1 milliard. On y rencontre des individus avides d'argent ou défendant des intérêts particuliers, des politiques soucieux de bénéficier des avantages du statut d'ONG. Certaines organisations caritatives jouent un rôle essentiel dans la diffusion du radicalisme religieux : ONG américaines au prosélytisme agressif, ONG islamistes servant de relais et de couverture à des réseaux terroristes se partagent aujourd'hui le continent africain. Certaines multinationales voient dans les ONG un outil de communication efficace et tissent avec elles des liens de sponsoring.

Les Etats eux-mêmes manipulent souvent leurs ONG nationales qu'ils considèrent comme des outils diplomatiques, d'autant qu'ils les financent, souvent, sur la base de choix politiques. Certaines ONG, connues dans le monde, ont d'ailleurs choisi la collaboration officielle avec leurs gouvernements pour lesquels elles travaillent, entre autres, dans le renseignement. Entre les intérêts politiques, géopolitiques et commerciaux, la solidarité devient de plus en plus sélective. Les critères financiers sont prioritaires sur les nécessités humanitaires et les subventions se portent vers les crises médiatisées plus que sur les crises dramatiques mais méconnues du public. Dans ce foisonnement, force est de relever que coexistent le meilleur et le pire. Au niveau du monde arabe, Mohamed Harbi signale que «l'existence de nouveaux moyens de communication qui ont atteint les zones les plus reculées ont éveillé une conscience grandissante que la vie politique nationale ne peut être l'affaire d'un roi, d'une dynastie, d'une tribu ou de chefs cooptés par des élites autoproclamées, mais l'affaire de tous. Le nombre de candidats à la citoyenneté, de personnes désireuses de participer au processus d'élaboration des décidions nationales s'élargit de plus en plus, notamment dans les générations qui n'ont eu à affronter que l'arbitraire de leurs compatriotes. Ces générations retrouvent les élans des défenseurs de la liberté bâillonnés et embastillés. Elles se soulèvent pour le pain, pour la dignité, l'égalité des droits et des devoirs, l'alternance au pouvoir, le pluralisme politique et préparent le terrain à la révolution sociale.

Certaines ONG, connues dans le monde, ont d'ailleurs choisi la collaboration officielle avec leurs gouvernements pour lesquels elles travaillent, entre autres, dans le renseignement. Entre les intérêts politiques, géopolitiques et commerciaux, la solidarité devient de plus en plus sélective. Les critères financiers sont prioritaires sur les nécessités humanitaires et les subventions se portent vers les crises médiatisées plus que sur les crises dramatiques mais méconnues du public.

Pour elle, le cliché de la démocratie importée d'Occident est en voie de dépérissement. Elles ont compris que dans le droit fil de l'esprit colonial, les nouvelles classes dominantes s'arrogent le droit de définir la manière dont les peuples doivent se voir et interpréter le monde, gouverner en faisant de la religion, de la xénophobie et de la prébende, des ressources politiques. La situation créée par la révolution tunisienne, et ses prolongements au Maghreb et au Moyen-Orient, érode les préjugés cultivés à l'égard de la démocratie. Le mythe nationaliste, utilisé à tort et à travers, n'opère plus.» Voir *Utopie critique n° 53–2011, le Monde arabe est entre les mains nues dans son avenir*.

La société civile en Algérie

En Algérie, il convient, avant toute chose, de rendre un grand hommage au travail admirable qu'accomplissent un certain nombre d'associations de la société civile, malgré le nombre de contraintes et difficultés. Le politologue Rachid Grim souligne que «l'Etat algérien, à l'instar de la grande majorité des Etats des pays du Sud, a pris théoriquement conscience de l'indispensable développement des organisations de la société civile. Tout au long des décennies post-indépendance, le pouvoir a édicté les ordonnances, lois et règlements nécessaires à la création et au fonctionnement des associations de la société civile. Mais à aucun moment le pouvoir n'a accepté d'avoir en face de lui une société civile forte, indépendante de lui, constituant un contre-pouvoir puissant et crédible et, en fin de compte, pouvant remettre en cause sa légitimité (historique ou autre)».

A l'instar des autres sociétés civiles africaines la société civile algérienne devient plus combative et s'inscrit au cœur des débats des politiques publiques à travers la multiplication de revendications de toute nature et le développement d'une conscience citoyenne plus aiguë. Dans sa récente lettre ouverte à M. Bensalah, maître Benouniche soulève, en ce qui le concerne, la problématique fondamentale des valeurs qui doivent fonder le lien social et le désir de vivre en commun des Algériennes et Algériens :«République et lien social, citoyenneté et intérêt général, bien public et solidarité, respect et Etat de droit…, c'est cela que réclament avec force les «indignés» d'Algérie qui, très certainement, se posent la question de savoir s'il y a plus de raisons de rester ensemble que de se quitter ; question simple et terrible à la fois qui interroge le vivre-ensemble et le projet commun sans lequel aucune construction commune n'est possible, aucun avenir commun concevable.» La bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, le pluralisme et la démocratie, le nécessaire partenariat avec la société civile sont, en effet, autant de questions fondamentales et incontournables pour l'avenir. Faut-il encore renoncer aux anciens reflexes et bannir la pensée unique et la sclérose.

L'Algérie de 2011 n'est plus celle de 1963. De 10 millions d'habitants, elle est passée à plus de 37 millions aujourd'hui. De mille étudiants à l'époque, l'université compte plus 1 200 000 en 2011. 20 000 sont également inscrits en France. 63% des nouveaux bacheliers sont des filles, 186 000 seront diplômés à l'issue de l'année 2011 (conférence de presse MES, juillet 2010). Ces chiffres montrent toute l'importance des changements opérés et l'impossibilité de continuer à diriger le pays avec les mêmes recettes.